

Janvier 2021

Tendances récentes : Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), la pandémie de COVID-19 a provoqué une contraction de la production estimée à 5 % en 2020. Le nombre de personnes ayant perdu leur travail a fait un bond dans de nombreux pays et les niveaux d'emploi demeurent faibles. Les chocs exercés par la pandémie sur les revenus devraient plonger des dizaines de millions d'habitants supplémentaires sous le seuil de pauvreté de 5,50 dollars par jour.

La production économique dans les pays exportateurs de pétrole de la région a affiché une baisse estimée à 5,7 % l'année dernière. La croissance du secteur pétrolier continue d'être freinée par les engagements pris dans le cadre de l'accord de réduction de la production conclu par l'alliance OPEP+. La contraction a été plus faible (2,2 %) en 2020 dans les pays importateurs de pétrole grâce à une propagation relativement lente de la COVID-19 au premier semestre de l'année et à la baisse des cours pétroliers. Les taux d'infection ont toutefois rapidement augmenté par la suite et les nouvelles incertitudes qui caractérisent les politiques publiques aggravent les effets des perturbations de l'activité dues à la pandémie.

La plupart des pays de la région ont annoncé des programmes de relance budgétaire qui prévoient une augmentation des dépenses de santé et de protection sociale, des réductions et des reports des paiements au titre de l'impôt ainsi que l'octroi de prêts et de garanties aux entreprises. Les ajustements apportés à la politique monétaire, qui ont donné lieu à une réduction moyenne des taux d'intérêt de plus de 125 points de base, ont également contribué à atténuer les répercussions économiques de la pandémie.

Perspectives : L'activité économique en Moyen-Orient et en Afrique du Nord devrait, selon les projections, afficher une modeste reprise (2,1%) en 2021, en raison des dommages persistants provoqués par la pandémie et de la faiblesse des cours du pétrole. Ces perspectives tablent sur la maîtrise de la pandémie, la stabilisation des prix pétroliers, l'absence de toute escalade des tensions géopolitiques et le déploiement de vaccins anti-COVID au deuxième semestre. Selon les projections basées sur l'hypothèse d'une amélioration de la situation pendant une période de deux ans, en 2022, la production économique sera encore inférieure de 8 % au niveau indiqué par les estimations établies avant la pandémie. Les effets seront plus marqués pour les pays importateurs de pétrole que pour les pays exportateurs.

Le taux de croissance des pays exportateurs de pétrole devrait atteindre 1,8 % cette année, grâce à la normalisation de la demande de pétrole, l'assouplissement escompté des quotas de production de pétrole de l'OPEP+, la poursuite de politiques d'accompagnement et l'élimination progressive des restrictions imposées par les pays en raison de la pandémie. En Arabie saoudite, l'activité bénéficiera du redémarrage des projets d'équipement publics, qui avaient été remis à une date ultérieure durant la pandémie, et de la remontée de la demande après la forte hausse de la taxe à la valeur ajoutée. La croissance devrait s'accélérer en République islamique d'Iran grâce à la reprise de la consommation intérieure et du tourisme et à l'atténuation des perturbations engendrées par la COVID-19.

Le taux de croissance des pays importateurs de pétrole devrait atteindre 3,2 % en 2021 en raison de l'allègement progressif des restrictions imposées aux déplacements et de la lente reprise de la demande intérieure. Il ne devrait toutefois être que de 2,7 % pour l'exercice 20/21 en République arabe d'Égypte par suite de l'effondrement des secteurs du tourisme et de l'extraction gazière et du ralentissement d'autres secteurs importants comme celui des industries manufacturières. Le Maroc devrait renouer avec une croissance de 4 % en 2021 grâce à l'accroissement de la production agricole à l'issue de la période de sécheresse et à l'allègement par l'État des mesures de confinement.

Risques : Les risques de dégradation sont prépondérants et liés à la trajectoire de la pandémie et à ses répercussions sociales, aux pressions à la baisse qui s'exercent sur les cours du pétrole, aux incertitudes politiques nationales et aux tensions géopolitiques. Des mesures d'atténuation ont été réimposées dans différentes des régions de certains pays (Algérie, Jordanie, Liban) et pourraient se généraliser, sachant qu'environ un tiers des pays de la région MENA avaient enregistré un accroissement de leurs taux d'infection à la fin de 2020. Une emprise accrue de la pandémie dans les grandes économies de la région pourrait avoir des répercussions sur les autres pays. Une baisse des cours du pétrole, une volatilité excessive ou une prolongation des réductions de production de pétrole de l'OPEP+ entraveraient la croissance des pays émergents exportateurs de pétrole et des pays en développement de la région. Les importateurs de pétrole pourraient également souffrir d'une baisse des cours pétroliers du fait de la contraction des envois de fonds et des investissements directs étrangers provenant des pays exportateurs de pétrole de la région.

[Télécharger le rapport](#)

Prévisions économiques pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020e	2021f	2022f
PIB aux prix tu marché (en dollars de 2010)					
Algérie	1.2	0.8	-6.5	3.8	2.1
Bahreïn	1.8	1.8	-5.2	2.2	2.5
Djibouti	8.4	7.5	-1.0	7.1	7.2
Égypte (Rép. arabe d') (a)	5.3	5.6	3.6	2.7	5.8
Iran (Rép. Islamique d') (a)	-6.0	-6.8	-3.7	1.5	1.7
Iraq	-0.6	4.4	-9.5	2.0	7.3
Jordanie	1.9	2.0	-3.5	1.8	2.0
Koweït	1.2	0.4	-7.9	0.5	3.1
Liban (b)	-1.9	-6.7	-19.2	-13.2	..
Maroc	3.1	2.5	-6.3	4.0	3.7
Oman	0.9	-0.8	-9.4	0.5	7.9
Qatar	1.2	0.8	-2.0	3.0	3.0
Arabie saoudite	2.4	0.3	-5.4	2.0	2.2
Tunisie	2.7	1.0	-9.1	5.8	2.0
Émirats arabes unis	1.2	1.7	-6.3	1.0	2.4
Cisjordanie et Gaza	1.2	1.4	-7.9	2.3	2.4

Source: Banque mondiale.

Note: e = estimation; f = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale son fréquemment actualisées en fonction des nouvelle données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent différer de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative à un moment donné.

a. Se rapporte à l'exercice budgétaire.

b. Les prévisions effectuées pour le Liban au delà de 2021 sont exclus en raison des fortes incertitudes dont elle son entachées.

[Télécharger les données](#)

COVID-19 : l'action du Groupe de la Banque mondiale

Le [Groupe de la Banque mondiale](#), l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les économies en développement, prend des [mesures rapides et de grande envergure](#) en vue d'aider ces pays à renforcer leur action contre la pandémie. Il s'attache à appuyer les interventions de santé publique et à garantir la circulation de fournitures médicales de première nécessité tout en soutenant le secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois.

Le Groupe de la Banque mondiale prévoit de mobiliser jusqu'à 160 milliards de dollars sur une période de 15 mois qui s'achèvera en juin 2021, afin d'aider plus de 100 pays à protéger les populations pauvres et vulnérables, soutenir les entreprises et favoriser le redressement de l'économie. Ce montant comprend notamment 50 milliards de dollars sous forme de nouveaux dons et de prêts à des conditions très favorables fournis par l'IDA, ainsi qu'une enveloppe de [12 milliards de dollars](#) destinée à financer l'achat et la distribution de vaccins contre la COVID-19 dans les pays en développement.